



DIRECCTE NORD-PAS-DE-CALAIS



Lille, le 6 avril 2015

Mise en œuvre de la réforme de l'inspection dans la région :

le DIRECCTE affirme que les agents de contrôle sont des feignants !!

Le rassemblement du 26 mars a encore été un succès !

Depuis le 1^{er} décembre dernier, notre région est en lutte contre les effets désastreux de la contre-réforme REBSAPIN. A l'appel de l'intersyndicale, un rassemblement interrégional et interprofessionnel a été organisé le 26 mars devant les locaux de la Direccte.

Alors qu'on sent bien que la Direction joue la montre en ouvrant des négociations qui n'en sont pas, tout en répétant à l'envie que les entretiens « pré-disciplinaires » ne sont que suspendus, il était important de démontrer une fois de plus qu'un véritable rapport de force existait. Et ce sont près de 150 agents venus de la région, d'Île de France, de Normandie, de Picardie et de Lorraine qui étaient présents ce jour-là. Renforcés par les militants venus des UD de la CGT, de Solidaires et de FO, nous étions au total près de 200 personnes rue Saint-Sauveur.

Par les temps qui courent, être mobilisés et sentir la solidarité qui unit les agents en lutte a quelque chose de vivifiant et ne serait-ce que pour ça, cette action fut une réussite !



Les échanges intervenus entre les agents dans la cafeteria furent l'occasion pour tous de se sentir liés par une lutte commune. Les collègues ont pu ainsi échanger sur leur façon de se mobiliser, sur leurs difficultés à vivre dans ce système qui dysfonctionne totalement et qui crée plus que du malaise ou nécessite des « ajustements » comme aime le dire la hiérarchie.

Non non, soyons précis, la réforme en cours crée de la souffrance et le déni permanent dans lequel s'installent nos directeurs (cachez ce sein que je ne saurais voir..) n'y change rien. Partout en France des agents sont en arrêt de travail ou en inaptitude temporaire à cause de leurs conditions de travail « en mode dégradé » et de la surcharge de travail induite par la réforme.



Ce 26 mars, une délégation composée des représentants des UD CGT, FO et Solidaires, d'agents non syndiqués (ben oui Monsieur le Direccte, ce que décrivent les organisations syndicales est décrit avec la même force par des agents non militants, CQFD), de l'intersyndicale régionale CGT, FO, FSU et SUD, mais aussi de représentants nationaux de notre ministère de la CGT et de SUD, a été reçue par Monsieur Bénévise, qui comme à son habitude avait envie d'en découdre avec ceux qui osent lui démontrer qu'il est dans le faux. Tout ceci en présence d'Éric BOCQUET, sénateur du Nord qui a tenu à montrer son soutien à notre action.

Sauf à insulter l'intersyndicale régionale et les agents qu'elle représente (oh pas grand-chose, à peine plus de 60 % des agents de la région) en disant que jusqu'à présent il n'avait pas vraiment compris quels étaient les problèmes ni les revendications portées, le Direccte ne nous a rien dit de bon. Alors qu'on évoquait avec lui la surcharge de travail, le sens du travail et la nécessité d'obtenir des effectifs, le Direccte s'est lancé dans une forme de synthèse surréaliste des derniers discours pro-réforme, nous disant en substance que la baisse des effectifs était une nécessité budgétaire mais que les RUC, grâce à leur travail d'appui et de management, ne nous laisseraient pas seuls pour décider quels sont tous les contrôles qu'on ne ferait pas à cause de la surcharge de travail... Hum hum, cherchez l'erreur.

Toujours est-il que l'intersyndicale organisera d'autres actions pour rappeler à la hiérarchie que sans effectif, il n'y aura point de salut !

La réunion de « négociation » du 30 mars ou selon les propres dires de Monsieur Bénévise « Arrêtez avec votre chantage au suicide ! »

Cette réunion a assez mal démarré il faut l'avouer. Tout d'abord c'est assez singulier de poursuivre des négociations quand on ne nous donne rien à négocier. Ah si pardon, Monsieur Bénévise voulait recevoir la bénédiction des OS présentes sur un document de travail permettant d'organiser les intérim et les suppléances dans la région. En d'autres termes, alors que nos revendications portent sur des effectifs supplémentaires, le Direccte, au bout d'un mois et demi de pourparlers et 5 réunions, nous proposent de donner notre accord sur la gestion de la pénurie ou comment accepter dès le départ de ne plus faire son travail, à savoir contrôler des entreprises assujetties !!

Forcément, comme le chantait Kassav, il y a maldonne !!

Après qu'un représentant lui ait dit qu'il serait responsable de la souffrance engendrée par une telle posture, Monsieur Bénévise s'est fâché pour de bon en lançant un « je vois bien où vous voulez en venir, arrêtez d'essayer d'individualiser les choses (sic), le chantage au suicide ça ne marche pas avec moi (resic) ». Les représentants syndicaux ont dû expliquer à Monsieur le Direccte que nous pleurions encore la mort de Romain. Ce à quoi il a répondu qu'il était mort avant la mise en place de la réforme. Des propos qui nous ont glacé le sang.

Le calme revenu, Monsieur Bénévise a voulu nous montrer à quel point il tenait la forme puisqu'au moment de reparler charge de travail, il nous a dit en substance qu'il n'était même pas certain que les agents faisaient 35 heures dans la région vu qu'en plus ils ne badgeaient pas !! Véridique ! Du Bénévise dans le texte !

Si Monsieur Bénévisse s'intéressait un tant soit peu à la vie du service qu'il a rejoint en septembre, il saurait que tout le monde badge. Il y a même eu un ancien responsable du FSE qui était capable de badger en direct live du pays du Soleil-Levant. Fort heureusement, malgré ses facéties et parce que dès lors qu'on est dans la hiérarchie n'importe quelle grosse connerie est une simple maladresse qu'il ne faut pas sanctionner, cet ancien responsable a été promu à la DGEFP.

Chers collègues qui avez été ou allez être convoqués pour des entretiens disciplinaires, la parade est toute trouvée : MALADRESSE !!

Au final, ce qu'il faut retenir de cette négociation c'est que les entretiens disciplinaires sont toujours suspendus et que pour les effectifs c'est le statu quo... Enfin statu quo même si on sait désormais qu'il y a 50 postes dans la réserve nationale.

En revanche, le Direccte est toujours incapable de nous dire s'il va continuer à laisser des postes vacants alors qu'ils pourraient être occupés. Il faut dire que les priorités ne semblent pas être les mêmes entre le Direccte et les agents.

X X X

JEU : FAITES LE VOUS-MÊMES !

Qu'en lé zazen mob'hilisé é lé zorgan' isassion syndicale diz kilia 1 praublemeu ladministrationcomprenpa. Pourtant, depuis le temps, nous pensions nous exprimer clairement. Visiblement non. Alors DITES LE VOUS-MÊMES !

Puisque le ministère ne comprend pas bien en quoi laisser 1/3 des entreprises de + 50 salariés d'une région sans agent de contrôle est un problème pour les usagers comme pour les agents, alors redisons le tous directement au premier intéressé : M. REBSAMEN.

UNE FOIS N'EST PAS COUTUME, TWEETONS ! TWEETONS AU MINISTRE DU TRAVAIL CE QUE SES AGENTS PENSENT DE SA RÉFORME EN UTILISANT LE #sauvonslinspectiondutravail

Que ce soit nouveau pour vous ou pas, nous joignons à ce tract :

- un petit mode d'emploi de twitter spécialement conçu pour l'occasion, alors allez-y c'est facile, et c'est gratuit. Et puisqu'il n'y a plus que ça qui semble compter (avec la coupe de cheveux bien sûr) ...on aurait bien tort de s'en priver !

- une photo de l'intéressé des fois que vous auriez oublié qui est ministre du travail !

